

2019-481 Enquêteur/trice en charge du contrôle des obligations des opérateurs de jeux d'argent H/F



Informations générales

Date limite d'envoi des candidatures	31/01/2020
Documents requis pour postuler	Lettre de motivation CV

Description du poste

Pays	France
Régions	Ile-de-France
Départements	Paris (75)
Lieu d'affectation	99-101 rue Leblanc
Domaine fonctionnel et emploi	Contrôle externe - Chargée/ chargé d'inspection et de contrôle externe
Intitulé du poste	Enquêteur/trice en charge du contrôle des obligations des opérateurs de jeux d'argent H/F
Cotation RIFSEEP	Sans objet
Versant	Fonction publique de l'Etat
Catégorie	A
Statut du poste	Vacant
Nature de l'emploi	Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels
Descriptif de l'employeur	<p style="text-align: center;">L'Autorité nationale des jeux</p> <p>Les jeux d'argent sont un secteur spécifique en France et sont strictement encadrés en France.</p> <p>Seuls sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ les jeux de cercle dans les casinos terrestres et les clubs de jeux▪ les paris hippiques en points de vente sous droits exclusifs du PMU▪ les paris sportifs en points de vente, les loteries en points de vente et en ligne, sous droits exclusifs de la Française des Jeux▪ les paris hippiques, les paris sportifs et le poker en ligne <p style="text-align: center;">L'action de l'Etat : quatre objectifs de protection</p> <ul style="list-style-type: none">▪ protéger les plus fragiles et prévenir le jeu excessif ou pathologique et le jeu des mineurs▪ protéger les joueurs et assurer l'intégrité des opérations de jeu▪ protéger de la fraude, du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme▪ protéger l'équilibre économique des filières concernées <p>A l'occasion de la privatisation de la FdJ, la régulation des jeux d'argent sera renforcée par la création à partir de l'ARJEL d'une nouvelle autorité administrative, l'Autorité nationale des jeux (ANJ) qui régulera tous les jeux d'argent sur Internet, l'ensemble des réseaux physiques de la FdJ et du PMU et la lutte contre le jeu excessif des casinos.</p> <p>Elle aura pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ contrôler les opérateurs titulaires de droits exclusifs et leur offre des jeux▪ délivrer les agréments aux opérateurs de jeux et de paris sur Internet▪ sanctionner les opérateurs qui enfreignent leurs obligations▪ prévenir et lutter contre le jeu excessif.
Descriptif de l'employeur (suite)	<p style="text-align: center;">Votre future équipe :</p> <p style="text-align: center;">la Direction des contrôles et des systèmes d'information</p> <p>La Direction des contrôles et des systèmes d'information (DCSI) est chargée de la définition des exigences techniques imposées aux opérateurs de jeu et du contrôle du respect de l'ensemble de leurs obligations.</p>

Elle traite également les demandes d'information émises par les services de police ou l'administration fiscale. Pour ce travail, elle dispose en permanence des données des opérateurs pour les joueurs ayant ouvert des comptes auprès d'eux. Elle peut demander en outre toute donnée ou information nécessaire.

Par ailleurs, la direction gère tous les réseaux et systèmes d'information utilisés par l'Autorité au quotidien.

Les contrôles réalisés par l'Autorité s'inscrivent dans un plan de contrôle et les traitements correspondants doivent respecter les obligations du RGPD.

La direction est composée d'environ 20 personnes et fait collaborer au quotidien des enquêteurs data-analystes ou généralistes, des spécialistes IT, des développeurs et des gestionnaires de réseaux.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice et du directeur adjoint des contrôles et des systèmes d'information, la/le titulaire du poste est en charge du contrôle du respect par les opérateurs régulés par l'ANJ de leurs obligations en relation avec l'ensemble des membres de la direction ou des autres directions de l'ANJ, et plus particulièrement des obligations non techniques définies par les textes (notamment relatives à la conformité de l'offre, au fonctionnement du compte joueur, etc.).

Ces contrôles s'effectuent sur pièces ou sur place ce qui induit des déplacements possibles.

Dans ce cadre, elle/il sera chargé(e) de la réalisation des travaux suivants :

- Recueil d'information ;
- Analyse de l'information au regard du cadre légal et réglementaire ;
- Appréciation de la qualité des procédures mises en place par les opérateurs ;
- Rédaction de notes de synthèse sur la base des analyses réalisées ;
- Rédaction de procès-verbaux et suivi des procédures ;
- Echanges avec les opérateurs.

Enfin, elle/il contribuera à la définition d'axes de contrôle et à l'élaboration de la doctrine.

Les contrôles sont soumis à diverses règles de procédure notamment en matière de protection des données personnelles, de motivation et de respect des principes du débat contradictoire dès lors qu'ils peuvent déboucher sur des sanctions prises à l'encontre des opérateurs.

Conditions d'exercice particulières

Un contrat de droit public à durée déterminée de 3 ans est proposé au candidat avec passage en CDI de droit public au bout d'un an en fonction de l'évaluation annuelle par le responsable direct.

Le poste peut également être pourvu par un agent titulaire des trois fonctions publiques dans le cadre d'une PNA, par détachement sur contrat (CDD) ou mise à disposition.

Recrutement effectué dans la limite de la réglementation relative aux missions de souveraineté.

Rémunération selon profil et expérience sur la base de l'Instruction des ministères économiques et financiers du 19 décembre 2017 relative au recrutement et à l'emploi d'agents contractuels dans les ministères économiques et financiers.

Attention : la réglementation interdit aux agents de l'Autorité d'engager des mises auprès d'opérateurs de jeux d'argent ; elle interdit également de détenir des participations au sein de ces derniers.

Candidatures (CV et lettre de motivation) à adresser via la plateforme "Passerelles" (en faisant figurer la référence suivante : ARJEL/ANJ/DG/DGRH/DCSI/Enquêteur).

Description du profil recherché

Le/La titulaire du poste dispose d'un diplôme Bac +5 en droit ou expérience dans un cadre similaire acquise dans un corps de contrôle.

Le profil recherché dispose des qualités suivantes :

Savoir-faire :

- Instruction de dossier et traitement de données ;
- Application des règles de droit aux faits relevés ;
- Analyse, synthèse, rédaction ;

- Maîtrise et application des procédures internes ;
- Mobilisation des techniques d'analyse de risque et de contrôle ;

Savoir-être :

- Sens de l'organisation, rigueur, impartialité, discrétion ;
- Autonomie et esprit d'initiative ;
- Sens du travail en équipe et du partage de savoir-faire ;
- Curiosité intellectuelle, goût pour l'investigation ;
- Capacité à représenter l'Autorité ; à s'exprimer avec conviction, clarté et pédagogie (écrit et oral) ;
- Capacité à être force de proposition.

Compétences candidat

Niveau d'études min. requis	Niveau I : Bac + 5 Master, diplôme d'ingénieur ou diplôme équivalent
Compétences	CONNAISSANCES - Contrôle, audit et évaluation, CONNAISSANCES - Droit/réglementation, CONNAISSANCES - Méthodes et techniques de contrôle, SAVOIR-FAIRE - Analyser une information, une donnée, une situation, un dispositif , SAVOIR-FAIRE - Appliquer une règle, une procédure, un dispositif, SAVOIR-FAIRE - Auditer, SAVOIR-FAIRE - Contrôler , SAVOIR-FAIRE - Expertiser , SAVOIR-FAIRE - Mettre en œuvre une règle, une norme, une procédure, un protocole, SAVOIR-FAIRE - Rédiger un acte juridique, SAVOIR-FAIRE - Travailler en équipe, SAVOIR-ETRE - Esprit d'initiative
Langues	Anglais (B1 Niveau Seuil)

Informations complémentaires

Quotité de temps de travail	Temps complet
-----------------------------	---------------

Renseignements et contact - Note : les candidatures se font obligatoirement depuis l'application

Date de vacance de l'emploi	01/02/2020
Personne ou service à contacter pour obtenir plus d'informations sur l'offre	recrutement@arjel.fr